



**Conseil Économique
et Social**

Distr.
GÉNÉRALE

E/CN.4/2001/37
6 février 2001

FRANÇAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Cinquante-septième session
Point 9 de l'ordre du jour provisoire

**QUESTION DE LA VIOLATION DES DROITS DE L'HOMME ET DES LIBERTÉS
FONDAMENTALES, OÙ QU'ELLE SE PRODUISE DANS LE MONDE**

Rapport de la Haut-Commissaire aux droits de l'homme
sur la situation au Timor oriental

TABLE DES MATIÈRES

	<u>Paragraphe</u> s	<u>Page</u>
I. INTRODUCTION.....	1 - 3	2
II. ACTIVITÉS DU HAUT-COMMISSARIAT DES NATIONS UNIES AUX DROITS DE L'HOMME.....	4 - 9	2
A. Visite de la Haut-Commissaire au Timor oriental.....	4 - 7	2
B. Coopération technique du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme avec l'ATNUTO	8 - 9	3
III. ACTIVITÉS DU GROUPE DES DROITS DE L'HOMME DE L'ATNUTO	10 - 43	4
A. État d'avancement des enquêtes et poursuites envisagées	11 - 14	4
B. Processus de recherche de la vérité et de réconciliation.....	15 - 17	5
C. Renforcement des capacités.....	18 - 36	6
D. La protection des minorités ethniques et religieuses et des autres groupes vulnérables	37 - 43	9

I. INTRODUCTION

1. À la cinquante-sixième session de la Commission des droits de l'homme, le Président de la Commission a fait une déclaration sur la situation des droits de l'homme au Timor oriental dans laquelle la Haut-Commissaire a été priée de présenter un rapport d'activité à l'Assemblée générale à sa cinquante-cinquième session et de faire rapport à la Commission à sa cinquante-septième session.
2. La Haut-Commissaire a présenté à l'Assemblée générale, à sa cinquante-cinquième session, un rapport d'activité (A/55/36) dans lequel elle a noté que le Gouvernement indonésien avait pris plusieurs mesures concrètes en vue d'enquêter sur les violations des droits de l'homme et du droit humanitaire international et de traduire en justice les auteurs de ces violations.
3. Le présent rapport est présenté conformément à la demande figurant dans la déclaration du Président et contient des renseignements sur les faits nouveaux qui se sont produits depuis lors, en particulier sur la visite de la Haut-Commissaire au Timor oriental, la coopération technique du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme avec l'Administration transitoire des Nations Unies au Timor oriental (ATNUTO) et les activités entreprises par le Groupe des droits de l'homme de l'ATNUTO.

II. ACTIVITÉS DU HAUT-COMMISSARIAT DES NATIONS UNIES AUX DROITS DE L'HOMME

A. Visite de la Haut-Commissaire au Timor oriental

4. La Haut-Commissaire a séjourné au Timor oriental du 5 au 7 août 2000. Au cours de sa visite, elle a rencontré un grand nombre de Timorais orientaux et de personnalités internationales, en particulier des dirigeants politiques, des chefs religieux et des responsables d'ONG du Timor oriental et des représentants de haut niveau de la communauté internationale. La Haut-Commissaire s'est rendue en divers endroits dans Dili et ses environs, ainsi que dans le district de Suai, où elle a déposé des fleurs sur le lieu d'une tuerie perpétrée en 1999, et elle a prononcé un discours inaugural devant un atelier sur les droits de l'homme et l'avenir du Timor oriental, qui a eu lieu à Dili les 7 et 8 août 2000.
5. La Haut-Commissaire juge particulièrement préoccupante la situation des Timorais orientaux réfugiés au Timor occidental, situation d'une rare complexité et dont le règlement nécessite la participation d'une multiplicité d'acteurs. Elle a par ailleurs appris avec consternation, pendant son séjour au Timor oriental, la disparition de nombreux Timorais orientaux, présumés morts, dont on était sans nouvelles.
6. C'est pourquoi, en octobre 2000, la Haut-Commissaire a désigné pour être sa conseillère personnelle pour le Timor oriental Mme Shanthi Dairiam, directrice du Comité d'action internationale pour la promotion de la femme (Asie-Pacifique) dont le siège est en Malaisie. La conseillère personnelle est allée au Timor oriental, où elle a séjourné du 29 octobre au 15 novembre 2000, en vue de faire rapport à la Haut-Commissaire sur les mesures qu'il serait opportun de prendre pour encourager le retour volontaire des réfugiés au Timor oriental et sur les modalités de l'aide à apporter pour mettre sur pied une commission de recherche des Timorais orientaux disparus. Cette visite a été effectuée en consultation avec l'ATNUTO et avec la

coopération des organismes compétents des Nations Unies, parmi lesquels le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), l'UNICEF et d'autres organisations internationales, dont le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) et la Banque asiatique de développement, ainsi que des organisations non gouvernementales locales, notamment FOKUPERS, Yayasan Hak et le Centre timorais oriental des droits de l'homme. La Haut-Commissaire a demandé que sa conseillère soit autorisée à se rendre au Timor occidental pour visiter les camps de réfugiés et à Jakarta pour rencontrer des représentants du Gouvernement. Cette demande a été rejetée par les autorités indonésiennes. La Haut-Commissaire tiendra la Commission informée de l'évolution de la situation.

7. Pendant son séjour en Indonésie, qui a duré du 22 au 23 novembre 2000, la Haut-Commissaire a rencontré des représentants du Gouvernement, parmi lesquels des hauts fonctionnaires du Ministère des affaires étrangères et du Ministère de la justice et des droits de l'homme. Le Ministre de la justice, M. Marzuki Darusman, a informé la Haut-Commissaire que, le 6 novembre 2000, la Chambre des représentants avait adopté la loi sur les tribunaux des droits de l'homme en application de laquelle il serait créé des tribunaux spéciaux pour examiner les cas de violation des droits de l'homme concernant le Timor oriental qui s'étaient produits en 1999 (en réponse à une demande adressée par le Procureur général au Secrétaire général, le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme avait donné antérieurement un avis technique sur le projet de loi). À cet égard, le Ministre de la justice a aussi spécifié que 14 personnes soupçonnées d'avoir commis des crimes graves lors des affrontements violents de 1999 au Timor oriental avaient été mises en accusation. Il a demandé à la Haut-Commissaire une coopération technique pour aider ses services à instruire les dossiers relatifs à des violations des droits de l'homme commises en 1999 au Timor oriental et à exercer des poursuites contre leurs auteurs. La Haut-Commissaire attend que le Ministère des affaires étrangères lui confirme officiellement que cette coopération peut être mise en route. Il est prévu que, si la confirmation est obtenue, l'aide commencera d'être apportée au début de 2001.

**B. Coopération technique du Haut-Commissariat des Nations Unies
aux droits de l'homme avec l'ATNUTO**

8. Le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme achève actuellement de mettre au point un projet de coopération technique dans le domaine des droits de l'homme avec le Groupe des droits de l'homme de l'ATNUTO, projet qui devrait être exécuté en 2001. Les objectifs sont les suivants :

- a) Former aux droits de l'homme les administrateurs recrutés au Timor oriental et sur le plan international du Groupe des droits de l'homme de l'ATNUTO;
- b) Former aux droits de l'homme la police timoraise orientale et la police civile des Nations Unies; former aux droits de l'homme les juges, magistrats du parquet et avocats commis d'office;
- c) Promouvoir des activités relatives aux droits de l'homme, y compris financer l'achat, la traduction et la diffusion de matériels d'enseignement et de formation sur les normes internationales relatives aux droits de l'homme;

d) Fournir des services consultatifs et une assistance dans le domaine juridique pour des questions, des cas et des projets de loi particuliers, de façon à assurer la conformité avec les normes internationales relatives aux droits de l'homme;

e) Aider à mettre sur pied une commission de la vérité, de l'accueil et de la réconciliation;

f) Aider à encourager l'adhésion aux principaux instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme et à leur ratification.

Le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme accorde aussi un appui fonctionnel et administratif au Groupe des droits de l'homme, en particulier il diffuse des informations sur les mécanismes des Nations Unies dans le domaine des droits de l'homme, donne des conseils pour la planification stratégique, favorise la participation de représentants de l'ATNUTO et du Timor oriental à ses activités régionales et recommande des candidats pour les postes à pourvoir au sein du Groupe des droits de l'homme.

9. Le Groupe des droits de l'homme de l'ATNUTO a participé à la réunion des présences sur le terrain des Nations Unies en faveur des droits de l'homme, qui a été organisée par le Haut-Commissariat et s'est tenue du 28 au 31 août 2000 à Genève. Des responsables des présences sur le terrain du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, du Département des opérations de maintien de la paix et du Département des affaires politiques ont examiné le rôle actuel et futur des présences sur le terrain des Nations Unies en faveur des droits de l'homme. Le Haut-Commissariat a invité le chef du Groupe des droits de l'homme, M. Patrick Burgess, à séjourner à Genève du 23 au 26 octobre 2000 pour des séances d'information sur les activités du Haut-Commissariat et sur les mécanismes des Nations Unies dans le domaine des droits de l'homme. Le chef du Groupe des droits de l'homme a notamment rencontré les chefs du Service des activités et programmes et du Service de la recherche et du droit au développement ainsi que des représentants du Service d'appui, du Service des procédures spéciales, du Fonds de contributions volontaires pour la coopération technique et des bureaux géographiques.

III. ACTIVITES DU GROUPE DES DROITS DE L'HOMME DE L'ATNUTO

10. Les informations ci-après ont été communiquées par le Groupe des droits de l'homme de l'ATNUTO.

A. État d'avancement des enquêtes et poursuites envisagées

11. Au 14 décembre 2000, 49 personnes étaient en détention provisoire sous l'inculpation de crimes graves commis en 1999. Le Groupe d'enquête sur les crimes graves a fait savoir que les enquêtes relatives aux cas suivants étaient en cours d'achèvement :

- a) Attaque de l'église de Liquica, le 6 avril 1999;
- b) Attaque de la maison de Manuel Carrascalao, le 17 avril 1999;
- c) Attaque du poste de police de Maliana et de ses dépendances, le 8 septembre 1999;

d) Série d'homicides commis d'avril à septembre 1999 à Los Palos, en particulier sur la personne de membres du clergé en septembre 1999 et transfert forcé de la population;

e) Crimes liés à l'appartenance sexuelle, parmi lesquels des arrestations arbitraires, des détentions illégales et des violences sexuelles, à Lolotoe, district de Bobonaro, de mai à septembre 1999.

12. Au 14 décembre 2000, 11 mises en accusation avaient été prononcées pour le meurtre de neuf personnes à Los Palos en septembre 1999. De nouvelles mises en accusation sont prévues et devraient être prononcées au début de 2001. Les accusés devraient comparaître devant le Groupe spécial des crimes graves au début de 2001. Le Groupe spécial sera composé de Timorais orientaux et de juges internationaux.

13. Un réel manque de ressources, humaines et matérielles, a entravé l'action du Groupe d'enquêtes sur les crimes graves. Il a empêché l'ouverture d'enquêtes sur une très grande majorité des crimes contre l'humanité et des crimes de guerre commis au cours de 1999. La lenteur des enquêtes ou leur inexistence a fait qu'un certain nombre de personnes, qui avaient été maintenues des mois durant en détention provisoire, ont été relâchées par le Procureur général faute de preuves suffisantes.

14. Le Groupe des droits de l'homme s'emploie à éviter que les crimes graves perpétrés dans le passé restent impunis et communique au Groupe d'enquête sur les crimes graves des informations sur les violations des droits de l'homme qui se sont produites dans le cadre de la consultation populaire de 1999.

B. Processus de recherche de la vérité et de réconciliation

15. Des travaux préparatoires pour la mise sur pied d'une commission de la vérité, de l'accueil et de la réconciliation sont en cours. Cette commission ne s'occupera pas des crimes graves au sens des règles de procédures pénales de l'ATNUTO, en particulier des homicides volontaires, des viols, des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité, qui ont été perpétrés entre janvier 1999 et le 25 octobre 1999. Ces crimes relèvent du Groupe d'enquête sur les crimes graves.

16. Le Groupe des droits de l'homme s'emploie avec un comité directeur où la communauté timoraise orientale est largement représentée et qui comprend en outre des représentants des groupes de l'ATNUTO et des organismes des Nations Unies compétents à définir la structure de la Commission et à rédiger un projet de règlement. Le Groupe des droits de l'homme a par ailleurs étudié en étroite collaboration avec deux experts internationaux le processus de recherche de la vérité et de réconciliation pour que le Timor oriental puisse tirer parti d'expériences similaires dans ce domaine. Le 13 décembre 2000, le Cabinet (formé de représentants du Timor oriental et de la communauté internationale) a adopté une proposition définissant les caractéristiques générales de la Commission. Cette proposition doit être présentée à la Commission nationale ainsi qu'aux représentants de la population et aux ONG qui la mettront ensuite aux voix.

17. Il est prévu pour l'instant que la Commission de la vérité aura deux attributions principales : rechercher la vérité sur le caractère systématique et l'importance des violations des

droits de l'homme qui se sont produites dans le passé; favoriser l'acceptation par la population des personnes qui ont commis des délits mineurs. Pour s'acquitter de la première tâche, la Commission peut organiser des auditions publiques qui permettent aux victimes d'évoquer leur expérience ou ouvrir des enquêtes. Pour atteindre le second objectif, elle mettra sur pied un mécanisme de réconciliation au niveau local dont le fonctionnement exigera que les auteurs de délits mineurs soient disposés à avouer, à présenter des excuses et à effectuer des travaux d'intérêt général.

C. Renforcement des capacités

18. Le Groupe des droits de l'homme veille à ce que les institutions établies au cours de la période transitoire dans la perspective d'un Timor oriental indépendant reposent sur les normes et les principes relatifs aux droits de l'homme et en assurent le respect. À cette fin, il intervient dans la mise en place des institutions politiques, du régime constitutionnel, des organismes de défense des droits de l'homme et d'une société civile forte et indépendante.

19. Le Groupe des droits de l'homme et l'Association des juristes du Timor oriental ont organisé un atelier sur les droits de l'homme qui s'est tenu du 7 au 8 août 2000 lors de la visite de la Haut-Commissaire. Des représentants du Conseil national de la résistance timoraise, des partis politiques, des églises et des associations de défense des droits de l'homme, parmi lesquelles des associations de district, ont participé aux travaux. Il en est résulté une série de recommandations sur l'instauration d'une culture des droits de l'homme au Timor oriental et la création d'institutions pour protéger ces droits. Les recommandations ont été adoptées à l'unanimité par le Congrès du Conseil national de la résistance timoraise sous la forme d'une résolution et ont été largement diffusées auprès des ONG, des partis politiques et d'autres interlocuteurs intéressés.

1. Le système judiciaire

20. Quatre tribunaux de district ont été créés dans les districts de Dili, de Baucau, d'Oecussi et de Suai. Des juges ont été nommés : neuf au tribunal de Dili, neuf au tribunal de Baucau, un tribunal d'Oecussi et quatre au tribunal de Suai. Jusqu'à présent, des affaires ont été jugées par les tribunaux de Dili, de Baucau et d'Oecussi. Une instance d'appel à laquelle un juge a été affecté a été mise en place mais n'a encore examiné aucun recours. On compte un procureur général adjoint, ainsi que cinq magistrats du parquet au tribunal de Dili, trois au tribunal de Baucau, un au tribunal d'Oecussi et deux au tribunal de Suai. Neuf avocats commis d'office desservent l'ensemble du Timor oriental.

21. La formation aux droits de l'homme des autorités judiciaires est désormais en cours. Le Groupe des droits de l'homme coopère actuellement avec le Groupe des affaires judiciaires pour que l'enseignement approprié soit dispensé au corps judiciaire, y compris les avocats commis d'office et les magistrats du parquet.

22. Les ressources matérielles et humaines restreintes dont le nouvel appareil judiciaire dispose, ont entraîné un certain nombre de problèmes. L'ATNUTO a reconnu l'existence de ces problèmes qui sont à l'étude. Le Groupe des droits de l'homme demeure préoccupé par le fait que le manque de ressources retarde l'examen des affaires et, partant, met en péril l'exercice du droit d'être jugé équitablement.

2. Détention provisoire et emprisonnement

23. Le Groupe des droits de l'homme, notamment par l'entremise des spécialistes des droits de l'homme affecté à un district, a suivi l'avancement des affaires en instance et a consulté le Groupe des affaires judiciaires sur les moyens de faire face aux problèmes qui sont apparus. Le traitement des cas de délinquance juvénile semble s'être amélioré : les autorités judiciaires qui, en règle générale, n'envisageaient pas d'autres solutions que la détention provisoire, s'efforcent désormais de remédier à la situation et accordent de plus en plus aux jeunes délinquants une libération conditionnelle. Le Groupe des droits de l'homme a également suivi la question de la défense des détenus par un avocat et qu'il a examinée avec le Groupe des affaires judiciaires pour que, dans chaque cas, les détenus disposent rapidement d'un conseil juridique. Le Groupe des droits de l'homme demeure préoccupé par le fait que le manque de ressources limite les garanties offertes aux détenus, en particulier immédiatement après leur arrestation, les avocats commis d'office étant peu nombreux.

24. Il existe des prisons dans les districts de Dili, de Baucau et d'Ermera. Le Groupe des droits de l'homme visite périodiquement la prison de Dili et travaille en collaboration avec le Groupe des affaires judiciaires à l'élaboration d'un programme de formation à l'intention des agents de l'administration pénitentiaire. Il semble qu'à l'heure actuelle trois prisonniers purgent des peines et que les autres personnes incarcérées soient en détention provisoire à raison d'une centaine à Dili, 9 à Baucau et 54 à Ermera.

3. Le processus législatif

25. Le Groupe des droits de l'homme participe aux travaux du Comité des lois du Cabinet qui conseille le Cabinet pour la rédaction des textes législatifs et veille à ce que la législation adoptée soit conforme aux normes internationales relatives aux droits de l'homme.

26. Le Groupe des droits de l'homme a formulé des observations au sujet d'un certain nombre de dispositions qui ont une incidence sur les droits de l'homme. Les dispositions pertinentes qui ont été adoptées sont les suivantes : règlement relatif à l'organisation des tribunaux du Timor oriental, modification du règlement relatif à l'organisation des tribunaux du Timor oriental, règlement relatif à la création de groupes spéciaux ayant une compétence exclusive en matière d'infractions pénales graves, règlement relatif à l'organisation du ministère public au Timor oriental et règles de procédure pénale.

27. Les dispositions qui n'ont pas encore été adoptées mais qui ont fait ou font actuellement l'objet d'observations sont notamment les suivantes : projet de règlement instituant un bureau du médiateur, projet de règlement sur l'enregistrement des partis politiques au Timor oriental, projet de règlement sur les établissements pénitentiaires, projet de règlement sur la mise en place du service de police de Timor Lorosa, projet de règlement sur les conditions d'emploi et la réglementation du travail, projet de règlement sur la création d'une commission de la vérité, de la réconciliation et de l'accueil.

28. L'ATNUTO envisage l'adoption de dispositions concernant la création d'une force de défense du Timor oriental, une commission de réforme du droit, un service d'aide juridictionnelle et l'administration de la justice pour mineurs ainsi que d'une loi sur la presse.

4. Société civile

29. Le Groupe des droits de l'homme a mené un certain nombre d'activités pour aider au renforcement de la société civile, en particulier des associations de défense des droits de l'homme. Ces activités sont les suivantes : formation aux droits de l'homme des associations locales en voie de constitution et des ONG s'occupant des droits de l'homme; création d'une bibliothèque des droits de l'homme; élaboration d'une proposition pour le financement de petits projets de promotion des droits de l'homme en coopération avec l'ONG Yayasan HAK et octroi d'une assistance, par exemple, à l'Association des anciens prisonniers politiques (qui réunit plus de 2 000 personnes) pour la mise en œuvre de son programme.

30. Le Groupe des droits de l'homme s'emploie aussi de concert avec les ONG à améliorer la concertation avec les représentants de la société civile pour la définition des grandes orientations et l'élaboration de la législation, notamment en mettant sur pied un mécanisme formel de consultation rapide et approfondie tout au long du processus décisionnel.

31. Le Groupe des droits de l'homme a prêté son concours au Comité directeur et d'organisation du Congrès national des femmes qui s'est tenu du 14 au 17 juin 2000 à Dili. Le Congrès a rassemblé plus de 300 femmes venues des 13 districts et a été précédé de réunions préparatoires régionales qui ont établi sous sa forme définitive l'ordre du jour. Le Groupe des droits de l'homme a aidé à définir les méthodes de travail des dix ateliers sectoriels et à formuler les conclusions et les recommandations de ces ateliers. Les recommandations du Congrès ont revêtu une importance particulière dans la mesure où elles ont été communiquées au Congrès du Conseil national de la résistance timoraise, tenu ultérieurement la même année, et elles ont été par ailleurs portées à l'attention des départements compétents de l'ATNUTO.

32. Le Groupe des droits de l'homme continue d'exécuter son programme d'éducation en matière de droits de l'homme à Dili et dans les districts. Tout au long de l'année, des stages de formation aux droits de l'homme d'une durée de deux jours ont été proposés dans un certain nombre de districts aux militants des droits de l'homme, aux responsables locaux, au Conseil national de la résistance timoraise, aux organisations féminines, aux associations de jeunes et aux nouvelles recrues de la police. Les stages, organisés conjointement avec les ONG timoraises orientales de défense des droits de l'homme portaient sur les sujets suivants : introduction aux droits de l'homme, justice, réconciliation, prise en charge des personnes traumatisées et droits des femmes. Ils ont eu lieu dans les districts d'Oecussi, d'Ermera, d'Alieu, de Suai, de Liquica et de Manatuto et dans l'île d'Atauro, dans le district de Dili. Le Groupe des droits de l'homme et notamment les spécialistes des droits de l'homme affectés à un district accordent un appui suivi aux organisations de défense des droits de l'homme récemment constituée dans les districts. Les spécialistes des droits de l'homme apportent une formation ultérieure, une aide pour la collecte de fonds, des ressources et des programmes relatifs aux droits de l'homme.

33. Le Groupe des droits de l'homme sert de modérateur lors de réunions périodiques entre les Timorais orientaux et les ONG internationales. À compter de février 2000, des réunions de coordination bimensuelles ont eu lieu sur les questions relatives aux droits de l'homme qui étaient jugées préoccupantes. Le Groupe continue de s'occuper du Groupe de travail des droits de l'enfant, qu'il a créé et qu'animent maintenant l'UNICEF et des ONG internationales et timoraises orientales. Le Groupe a prêté son concours pour un atelier de deux jours sur les droits de l'enfant, en décembre 2000.

34. Avec les ONG timoraises orientales, le Groupe des droits de l'homme a participé activement à la mise sur pied de manifestations pour célébrer la Journée des droits de l'homme le 10 décembre 2000. Un certain nombre d'activités éducatives centrées sur les droits de l'homme ont été organisées à l'intention du public à Dili et dans les districts, en particulier des cours de formation dans les écoles, des projections de vidéos, des entretiens et des débats radio diffusés, des peintures murales communautaires et des concerts. À Dili, un séminaire tenu le 6 décembre 2000 sur le thème "les droits de l'homme et la réconciliation" a réuni environ 200 jeunes et des intervenants, parmi lesquels le Président du Conseil national de la résistance timoraise, M. Xanan Gusmao, Mgr Belo et des représentants de la société civile. Le 10 décembre 2000, Dili a accueilli une "foire" consacrée à la Journée des droits de l'homme qui a été le cadre d'un concours d'affiches et de poésie destiné aux enfants, d'une campagne d'information et d'activités musicales. Le Groupe des droits de l'homme a réalisé une affiche de la Journée des droits de l'homme, en quatre langues, mettant en lumière l'article premier de la Déclaration universelle des droits de l'homme.

35. Les principaux instruments relatifs aux droits de l'homme, parmi lesquels la Déclaration universelle des droits de l'homme, la Convention relative aux droits de l'enfant, la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et la Déclaration des droits des personnes handicapées ont été traduits en tetum par l'UNICEF et le Groupe des droits de l'homme. Ce dernier a largement diffusé les normes qui y sont inscrites en tetum, en portugais, en indonésien et en anglais.

36. Le Groupe des droits de l'homme prévoit d'organiser au début de 2001 une série de stages de formation aux droits de l'homme, destinés en particulier aux enseignants, aux journalistes et aux militants des droits de l'homme. Il prépare aussi des matériels centrés sur les droits de l'homme qui sont fondamentaux pour la démocratie, dont la liberté d'expression et d'opinion; ces matériels seront utilisés pour les activités d'éducation et de promotion qui préluderont à l'élection des membres d'une assemblée constituante.

D. La protection des minorités ethniques et religieuses et des autres groupes vulnérables

37. Le Groupe des droits de l'homme, par l'entremise de son bureau de Dili et de ses spécialistes des droits de l'homme affectés à un district s'efforce de protéger des groupes vulnérables particuliers, d'assurer la sécurité des réfugiés timorais orientaux qui rentrent du Timor occidental et de remédier à la violence à l'égard des femmes.

1. La protection des minorités ethniques et religieuses

38. Des membres de minorités ethniques et religieuses ont, semble-t-il, été l'objet d'attaques, en particulier de harcèlements et d'agressions physiques, souvent en raison des liens qu'on leur prêtait avec l'Indonésie ou des groupes autonomistes. En juin 2000, trois églises protestantes du district d'Alieu ont été réduites en cendres en raison des relations qu'elles auraient eues avec des groupes de miliciens. Environ 240 membres de la communauté musulmane vivent dans le périmètre de la mosquée de Dili parce qu'ils ont peur de ne pas être en sécurité s'ils rentrent chez eux dans le district de Dili. Aucun retour concluant n'a été enregistré. En mai 2000, le Groupe des droits de l'homme a joué le rôle de modérateur dans des négociations entre certaines familles abritées par la mosquée et des chefs de village en vue de permettre à ces familles de regagner leurs foyers. Les négociations ont cependant échoué parce que les chefs de village et les représentants locaux du Conseil national de la résistance timoraise ont soutenu que les habitants

n'étaient pas disposés à accepter ce retour, et que, partout, la sécurité de ces dernières ne pourrait être garantie. Le Groupe des droits de l'homme cherche à relancer les négociations mais la situation est maintenant encore compliquée par l'occupation illégale des logements des intéressés. Le Groupe des droits de l'homme réalisera une enquête au début de 2001 sur la situation des minorités ethniques et religieuses dans le district de Dili où se trouvent la plupart de ces minorités.

2. Les réfugiés timorais orientaux

39. Il y a au Timor occidental 80 000 à 100 000 réfugiés timorais orientaux. Après le meurtre de trois membres du HCR, le 6 septembre 2000 à Atambua, qui a entraîné l'évacuation du personnel international affecté à l'aide humanitaire du Timor occidental, le Groupe des droits de l'homme a continué de suivre la situation des réfugiés timorais orientaux au Timor occidental par les réseaux d'ONG, les médias et la coopération avec le HCR.

40. Le Groupe des droits de l'homme et notamment les spécialistes des droits de l'homme affectés aux 13 districts du Timor oriental jouent un rôle actif dans la préparation du retour des réfugiés timorais orientaux du Timor occidental, y compris dans les négociations préalables relatives à leur réintégration, et dans le contrôle ultérieur de la sécurité des personnes rapatriées. Bien que les actes de violence à l'égard de ces personnes soient relativement peu nombreux, on continue à signaler qu'à leur retour des réfugiés soupçonnés de soutenir des groupes autonomistes ou d'avoir participé à des crimes de sang en 1999 ont fait l'objet de pressions, de menaces, d'enlèvements, de détentions arbitraires et de passages à tabac.

3. Violation des droits fondamentaux des femmes

41. Avec l'assistance technique de Jesuit Relief Services (JRS), le Groupe des droits de l'homme a constitué une base de données (en anglais et indonésien) sur les violations liées à l'appartenance sexuelle, à l'usage des ONG locales. FOKUPERS, importante ONG féminine, a pu entrer dans la base des données provenant des témoignages de plus de 200 femmes interrogées. Le Groupe des droits de l'homme met actuellement au point en collaboration avec FOKUPERS et un certain nombre de groupes d'entraide des districts de Bobanaro et Covalima un projet de documentation vidéo dont l'objectif est la production d'un petit film sur les actes de violence liés au sexe, notamment les actes de violence commis en 1999 et des cas de violence actuels.

42. Le Groupe des droits de l'homme travaille dans un certain nombre de domaines concernant les femmes, en particulier sur les moyens d'aider les femmes victimes de violations de leurs droits fondamentaux à s'organiser en groupes d'entraide de façon à pouvoir mieux répondre à leurs besoins. Ces groupes s'efforcent de pourvoir aux exigences économiques de leurs membres et aident à renforcer leur capacité de sensibilisation aux violations passées de leurs droits fondamentaux. Ont notamment ainsi bénéficié de l'appui du Groupe des droits de l'homme Naterestu dans le district de Covalima, Nove-nove à Maliana et Moris Foun, deux localités situées dans le district de Bobanaro, et Ratelaek dans le district de Liquica.

43. Il y a eu en 1999 au moins 60 cas incontestables de viol. Étant donné la lenteur de l'instruction des dossiers, le Groupe des droits de l'homme coopère avec les ONG locales et l'élément police civile de l'ATNUTO en vue de faciliter les enquêtes auxquelles davantage de ressources devraient être allouées à l'avenir.
